



Le «Conseil de Paix», un nouvel ordre colonial

## Description

*Alors que la seconde phase du «plan de paix» de Donald Trump a été annoncée la semaine passée, les noms et rôles des personnalités chargées selon ce plan d'administrer Gaza sont dévoilés.*

Par Jo Westphal pour l'Agence Média Palestine, le 20 janvier 2026



La [seconde phase](#) du «plan de paix» porté par Donald Trump est officiellement entrée en vigueur la semaine passée, et ses instances dirigeantes sont peu à peu dévoilées. La gouvernance sera répartie selon une hiérarchie qui laisse aux Palestiniens un rôle administratif et accorde le pouvoir décisionnaire à un «Conseil de paix» qui ne bénéficie d'aucune légitimité internationale.

Les Palestiniens seront relégués au troisième rang avec des fonctions municipales, empêchant l'autodétermination politique palestinienne au profit d'un modèle de gouvernance néocolonial.

## **Le Comité national pour l'administration de Gaza**

Le Comité national pour l'administration de Gaza (NCAG), désigné pour administrer la bande de Gaza et restaurer ses services essentiels, a tenu sa réunion inaugurale au Caire le 15 janvier 2026, lançant officiellement ses travaux.

Les membres de ce comité sont Omar Shamali, chargé de la communication, Abdul Karim Ashour, chargé de l'agriculture, Aed Yaghi, responsable de la santé, et Aed Abu Ramadan, chargé de l'industrie et de l'économie. Jabr al-Daour supervisera l'éducation ; Bashir Al-Rayes s'occupera des finances ; Ali Barhoum supervisera l'eau et les municipalités ; Hanaa Tarzi sera chargée de l'aide humanitaire et de la solidarité, et Adnan Salem Abu Warda supervisera le système judiciaire.

Le mandat officiel du comité consiste à assumer les responsabilités civiles et les tâches de sécurité intérieure dans la bande de Gaza, ainsi qu'à superviser les efforts liés à la stabilité, au redressement et à la reconstruction.

Dans une brève déclaration lors de la séance d'ouverture, le président de ce comité, Ali Shaath, a assuré que le NCAG est un organe palestinien créé par les Palestiniens pour les Palestiniens, avec le soutien de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'AP.

Il n'en sera pas moins chapeauté par un «conseil de paix» dont les membres ont officiellement révoqué ce weekend et qui, sans surprise, ne comporte aucune personnalité palestinienne.

Si Washington présente cet organigramme comme une feuille de route pour la «reconstruction et la prospérité», l'exclusion des Palestiniens de l'instance décisionnelle suprême suggère qu'ils et elles n'auront guère leur mot à dire dans le choix de la future structure de gouvernance.

## **L'autoproclamation «Conseil de paix» recrute!**

Le diplomate bulgare Nickolay Mladenov a été nommé «Haut représentant pour le Conseil de paix», chargé de superviser la transition du régime du Hamas vers une administration palestinienne composée de technocrates dirigée par Ali Shaath, ancien vice-ministre de l'Autorité palestinienne (AP).

---

Le Conseil exécutif de Gaza, autoproclamé Conseil de paix, travaillera avec le Bureau du Haut Représentant et le NCAG. Selon le communiqué de la Maison Blanche, il détiendra les cordons de la bourse et définira la vision stratégique. Il est présidé par le président Trump, qui bénéficie d'un droit de veto.

Il comprend également l'envoyé spécial américain Steve Witkoff, le président de la Banque mondiale Ajay Banga, l'homme d'affaires et milliardaire Marc Rowan, le conseiller adjoint à la sécurité de l'administration Trump Robert Gabriel Jr, l'ancien premier ministre britannique Tony Blair, le secrétaire d'État américain Marc Rubio et le gendre du président Jared Kushner.

Enfin, les Aryeh Lightstone et Josh Gruenbaum ont été nommés conseillers principaux chargés de superviser la stratégie et les opérations quotidiennes.

Par ailleurs, les dirigeants de l'Égypte, de la Turquie, de l'Argentine et du Canada ont déclaré avoir reçu des invitations à rejoindre le conseil. Le président russe Vladimir Poutine a également reçu une invitation, malgré l'invasion meurtrière qu'il mène depuis plus de quatre ans en Ukraine.

La France aurait elle aussi été invitée à prendre place à ce conseil, mais un officiel français cité par Barak Ravid lui aurait déclaré qu'à ce stade, elle n'a pas l'intention de donner une réponse favorable. La Charte dépasse le cadre exclusif de Gaza. Elle soulève des questions importantes, notamment en ce qui concerne le respect des principes et de la structure des Nations unies, qui ne peuvent en aucun cas être remis en cause.

Selon une révélation de *Bloomberg News* dimanche, l'administration Trump aurait demandé aux pays de contribuer à hauteur d'au moins 1 milliard de dollars pour devenir membres permanents. L'adhésion en tant que membre non permanent resterait gratuite.

### ! parmi les soutiens d'Israël

L'exclusion des Palestiniens du Conseil exécutif, va à l'encontre du droit des peuples à l'autodétermination garanti par le droit international. Mais ce n'est pas le seul reproche que l'on peut faire à ce comité, dont les membres sont sans exception de fervents soutiens d'Israël, et la source de nombreuses controverses.

Pour en citer quelques uns, Aryeh Lightstone est un personnage clé des accords d'Abraham et a également été un acteur majeur de l'implémentation de l'organisation controversée *Gaza Humanitarian Foundation* (GHF), décrite par *Médécins Sans Frontières* (MSF) comme un système de famine et de déshumanisation institutionnalisés et comme un massacre orchestré. La GHF a conduit à la mort de plus de 2000 Palestiniens à la recherche de nourriture.

Marc Rowan est l'un des financiers les plus riches de Wall Street, et possède une fortune estimée à 10,2 milliards de dollars, selon *Bloomberg*. Dans une interview menée par l'investisseur en capital-risque israélien Michael Eisenberg, Rowan est décrit comme un fier partisan d'Israël et de son armée, qualifiant le pays de refuge, un endroit unique et spécial, et nous sommes le peuple élu.

Marc Rubio est l'un des responsables les plus pro-israéliens de l'administration Trump, tranché critique des décisions de plusieurs pays occidentaux de reconnaître l'état palestinien, qu'il qualifie de « décision imprudente » qui ne sert que la propagande du Hamas. Il a également déclaré que celles ou ceux qui critiquent Israël ne se verront pas accorder de visa américain.

La nomination de Blair est celle qui suscite la plus grande controverse dans la région, en raison du rôle qu'il a joué dans l'invasion et l'occupation de l'Irak par les États-Unis en 2003, un rôle pour lequel il a été accusé de crimes de guerre.

Blair est également membre honoraire de la branche britannique du Fonds national juif (JNF) d'Israël, qui est vivement critiqué pour ses activités, notamment pour avoir fait don d'un million de livres sterling (1,3 million de dollars) ce qu'il a décrit comme « la plus grande milice d'Israël » et pour avoir effacé la Palestine de ses cartes officielles.

### **Pendant ce temps à Gaza**

Pendant ce temps à [Gaza](#), Israël poursuit ses attaques contre le peuple palestinien, assassinant [au moins 10 personnes dans les 24 heures](#) suivant l'annonce du début de la « seconde phase » du plan.

« Beaucoup de Palestiniens ici ont du mal à comprendre comment un conseil chargé de reconstruire Gaza peut inclure des personnes qui ont ouvertement soutenu Israël, d'autant plus que la destruction est encore visible partout et que personne n'a été tenu responsable », explique le journaliste Hani Mahmoud sur *Al Jazeera*.

Parmi les bâtiments en ruine, les habitant-es endeuillé-es de Gaza peinent à se réjouir d'un plan de « paix » dont ils ne voient pas la couleur, et exigent que leurs besoins immédiats soient entendus et le blocus israélien levé.

Le directeur exécutif du Bureau des services d'appui aux projets des Nations Unies a déclaré que les habitants de Gaza « sont épuisés, traumatisés et accablés » et que les conditions hivernales difficiles et les fortes pluies de cette semaine « doublent la misère et le désespoir de la population ». Qualifiant le niveau de destruction de « écrasant », il a déclaré que « pour les enfants, la vie quotidienne est marquée par la perte et le traumatisme ».

### **La « reconstruction » vers un nouvel ordre colonial**

Les travaux de reconstruction que le NCAG devra diriger sont titanesques. Selon le sous-secrétaire général des Nations unies, Jorge Moreira da Silva, il y a plus de 66 millions de tonnes de débris dans l'enclave en raison des destructions causées par Israël, et le déblaiement de ces gravats à lui seul pourrait prendre 7 ans.

Or selon plusieurs plans, encore non officiels, fournis par les États-Unis et Israël au cours des derniers mois, les zones situées en dehors du territoire israélien, par-delà la « ligne jaune », pourraient ne recevoir aucune aide. Dans ce scénario, les Palestiniens seraient encouragés à partir volontairement, sans perspective de retour, en direction de constructions « alternatives et sûres », camps de réfugiés gérés administrés par ce « Conseil de paix ».

Les intérêts commerciaux qui sous-tendent ces reconstructions sont tout aussi grands, et des entreprises se disputent déjà le contrôle de l'aide humanitaire et de la logistique de reconstruction dans la bande de Gaza dévastée.

Mais outre Gaza, les invitations lancées à des dirigeants mondiaux et d'autres personnalités éminentes à faire partie de son conseil de paix, laissent imaginer que Trump aurait une vision plus large, celle d'un organisme à long terme chargé de répondre aux conflits mondiaux au-delà de Gaza.

Avec cet organigramme, Trump propose pour la gouvernance de Gaza un nouvel ordre colonial, qui se soustrairait à l'intervention de l'ONU et au respect du droit international pour laisser place aux intérêts commerciaux et impérialistes.

**date créée**  
2026/01/20